

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CHL/56

11 février 2000

(00-0513)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: espagnol

NOTIFICATION

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CHILI</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Service de l'agriculture et de l'élevage, Ministère de l'agriculture
3.	Produits visés (prière d'indiquer le(s) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC, les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Melons et pastèques destinés à la consommation. Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: États-Unis d'Amérique, sauf Hawaii
4.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Conditions applicables à l'importation de fruits frais de pastèques (<i>Citrullus vulgaris</i>) et de melon (<i>Cucumis melo</i>) (2 pages)
5.	Teneur: Établissement des prescriptions phytosanitaires qui doivent être satisfaites pour autoriser l'importation vers le Chili de pastèques et de melons destinés à la consommation, en provenance des États-Unis d'Amérique, à l'exception de ceux qui sont produits à Hawaii.
6.	Objectif et raison d'être: <input type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input checked="" type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites
7.	Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale [X]. S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:
8.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Projet de décision du Service de l'agriculture et de l'élevage (disponible en espagnol)
9.	Date projetée pour l'adoption: 60 jours après sa publication au Journal officiel
10.	Date projetée pour l'entrée en vigueur: 60 jours après sa publication au Journal officiel
11.	Date limite pour la présentation des observations: 14 mars 2000 Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point national d'information ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:
12.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point national d'information ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme: